

## **Les rapports entre la République Démocratique Allemande (RDA) et ses premiers partenaires africains après l'établissement des relations diplomatiques : le cas des rapports avec la Guinée de 1970 à 1984**

KOUASSI KOUAKOU AIME  
Université d'Abidjan-Cocody

**Résumé :** De 1958 à 1970, la République Démocratique Allemande, à la recherche de sa reconnaissance internationale, a eu des rapports privilégiés avec la République de Guinée. Après l'échange d'ambassadeurs entre les deux pays en 1970, la RDA se tourna vers de nouveaux partenaires africains tels l'Angola et le Mozambique, dans lesquels elle concentra son engagement. La Guinée, de son côté, allait se rapprocher du monde capitaliste pour assurer son développement économique et social. Dans ces conditions, les relations entre la RDA et la Guinée baissèrent d'intensité jusqu'à la mort du Président Sékou Touré en 1984.

**Mots-clés :** République Démocratique Allemande (RDA), République de Guinée, Relations diplomatiques, Aide au développement, Assistance technique, Echanges commerciaux.

### **Introduction**

Créée en 1949 à la suite de la division de l'Allemagne hitlérienne, la RDA a eu beaucoup de mal à se faire reconnaître sur le plan international, surtout que l'autre Allemagne, la RFA, conformément à la doctrine Hallstein qui était sienne, mettait tout en œuvre pour isoler la RDA qu'elle faisait passer pour une simple zone

d'occupation soviétique. Grâce au rapprochement entre les deux Etats allemands amorcé dès 1966 du fait de la détente des relations internationales de l'époque et surtout grâce à sa politique dans certains pays africains, la RDA est parvenue, à partir de 1969, à briser les chaînes de la doctrine Hallstein et à établir des relations diplomatiques avec des pays autres que ceux du bloc socialiste.

La République de Guinée fut le 27<sup>ème</sup> pays du monde et le 7<sup>ème</sup> pays africain à reconnaître officiellement le gouvernement de Berlin-Est le 9 septembre 1970<sup>1</sup>. Sékou Touré, son dynamique Président, avait amorcé en 1960 l'échange d'ambassadeurs avec la RDA et avait dû faire marche arrière quelques jours plus tard à la suite de la pression de Bonn<sup>2</sup>. Ainsi s'estompait l'objectif d'engagement de la RDA en Guinée. Certes, la lutte pour l'expansion de la doctrine communiste en Guinée était également à la source de cet engagement de la RDA, mais avec l'échange d'ambassadeurs, il convenait de s'interroger sur le type d'attitude que Berlin-Est allait adopter en Guinée. En d'autres termes, la RDA allait-elle tourner le dos à la Guinée pour coopérer avec d'autres Etats africains qui ne l'avaient pas encore reconnue où qui luttaient encore pour leur indépendance? Dans ce cas, cette attitude ne ternirait-elle pas l'image de la RDA à qui l'on pourrait reprocher son égocentrisme, quand bien même, par principe, les relations diplomatiques ne sont pas philanthropiques?

Ces questions fondamentales constituent la problématique à la lumière de laquelle nous allons organiser notre réflexion.

Par ailleurs, le système de développement de la Guinée était qualifié de non capitaliste et donc proche du socialisme du bloc de l'Est. En cela, ce système était symbolisé par le Président Sékou Touré qui était resté au pouvoir jusqu'en 1984, date de sa mort. Bien qu'il y ait eu un rapprochement de Touré avec le bloc capitaliste dans les années 70, ce fut cependant le changement opéré après sa mort qui allait changer radicalement l'idéologie du régime guinéen avec la prise du pouvoir par les militaires. C'est en tout cas cet état de fait qui justifie que nous ayons choisi de traiter le sujet du présent article en faisant référence à la période de 1970 à 1984. En effet, le Comité Militaire de Redressement National (CMRN) conduit par le Général de Brigade Lansana Conté allait proclamer la diplomatie du développement mettant ainsi fin officiellement aux privilèges accordés aux pays de l'Est en Guinée et partant à la RDA. A cela il fallait ajouter aussi la dissolution du Parti Démocratique de Guinée (PDG) qui mettait ainsi fin à un élément essentiel des relations entre

l'Allemagne de l'Est et la Guinée : les relations entre le parti- Etat de la RDA, le Parti Socialiste Unifié (SED) et le PDG.

Pour mieux cerner la problématique évoquée, il nous semble approprié d'articuler notre réflexion autour de trois axes principaux, à savoir, dans un premier temps, les nouvelles conditions régissant les relations entre la RDA et la Guinée, dans un deuxième temps les relations diplomatiques entre ces deux Etats et enfin nous nous proposons d'analyser leurs coopérations économique et technique.

### **1. De nouvelles conditions régissant les relations entre la RDA et la Guinée de 1970 à 1984**

Dans les années 60, l'engagement de la RDA en Guinée se justifiait par la volonté de l'Allemagne de l'Est de se faire reconnaître par la Guinée et d'y faire la promotion du communisme. Cette justification était également enracinée dans la volonté du Président Touré de sortir son pays de l'isolement dans lequel la France était en train de le plonger. Dans les années 70 toutefois, les données allaient changer aussi bien du côté est-allemand que du côté guinéen.

#### **1.1. La nouvelle politique africaine de la RDA à partir de 1970**

La nouvelle politique africaine de la RDA était déterminée par sa reconnaissance officielle dans le concert des nations avec notamment son entrée à l'ONU le 18 septembre 1973. Fin septembre 1973, elle entretenait déjà des relations diplomatiques avec 100 pays du globe. Certes, ces relations diplomatiques avaient quelques fois été interrompues comme, par exemple, avec la République Centrafricaine en 1974. Dans l'ensemble toutefois, la RDA n'avait plus de souci à se faire par rapport à sa reconnaissance<sup>3</sup>.

C'était donc la fin d'un volet important de la politique africaine de la RDA « *Anerkennungspolitik* ». Il restait le deuxième volet, en l'occurrence la promotion du communisme en Afrique. Sur le plan international, les années 70 et le début des années 80 furent marqués par la théorie de la confrontation des deux systèmes, à savoir le capitalisme et le communisme. Pour les dirigeants est-allemands, il fallait faire basculer l'Afrique dans le bloc communiste. Ils considéraient le continent noir comme le maillon faible dans la sphère d'influence capitaliste et ce continent pouvait, selon eux, constituer le lieu où le communisme pouvait infliger une cuisante défaite au capitalisme<sup>4</sup>.

Ainsi, la lutte contre la doctrine Hallstein faisait place à l'union des forces anti-impérialistes dans le concert de la lutte des classes<sup>5</sup>. Pour bien mener cette politique, il ne s'agissait plus seulement de soutenir les pays africains dits progressistes où à orientation socialiste comme la Guinée, ou la Tanzanie, mais il était question de s'engager plus résolument dans des pays où auprès de mouvements de libération qui s'étaient déclarés socialistes sans équivoque.

Avec la désintégration de l'empire colonial portugais au milieu des années 70, la RDA allait pouvoir mettre en application cette nouvelle politique africaine dont l'Angola et le Mozambique furent les premiers bénéficiaires. Il convient toutefois de souligner que les relations entre ces deux anciennes colonies portugaises et la RDA étaient beaucoup plus vieilles, ce qui justifiait que ces deux pays bénéficient des prémices de la politique africaine de la RDA. C'est en 1961 que le SED avait noué les premiers contacts avec le « *Movimento Popular de Libertacao de Angola* » (MPLA) et le « *Frente de Libertacao de Moçambique* » (FRELIMO). La RDA devenait ainsi le premier pays du bloc de l'Est à apporter son aide à ces deux mouvements de libération. D'ailleurs, en 1962 déjà, la direction du MPLA avait fait publier son programme de gouvernement dans la revue est-allemande *Deutsche Außenpolitik*<sup>6</sup>.

Par la suite, la RDA allait manifester son soutien accru aux deux mouvements précités au regard de la lutte de libération menée en faveur de leurs pays respectifs. Des cargaisons de matériels militaires y compris des armes et des munitions, des produits de soins médicaux, etc. étaient livrés au MPLA. Des instructeurs de l'armée nationale est-allemande, la « *Nationale Volksarmee* » (NVA) formait des unités de rebelles angolais et certains de leurs blessés étaient gracieusement soignés dans des hôpitaux de l'Allemagne de l'Est. Au total, la RDA se situait au deuxième rang des pays étrangers qui intervenaient dans la guerre civile angolaise, juste derrière Cuba. Mais, quoiqu' y disposant de moins d'éléments militaires, la force de frappe est-allemande en Angola était aussi importante que celle de Cuba. C'est grâce aux soutiens militaires combinés de la RDA, de Cuba et de l'Union Soviétique que le MPLA avait pu renforcer ses positions vis-à-vis de la coalition concurrente « *Uniao Nacional de Libertacao de Angola* » (UNITA) / « *Frente Nacional de Libertacao de Angola* » (FNLA) soutenue par les USA, l'Afrique du Sud et le Zaïre<sup>7</sup>.

Au Mozambique, également, la RDA s'était montrée très active dans la guerre de libération. Le FRELIMO avait bénéficié de

livraison d'armes, de munitions, de véhicules militaires, d'hélicoptères, de tentes, de couvertures, de bottes de combat de la part de la NVA. Il est évident que sans cette aide, le FRELIMO aurait eu du mal à accéder au pouvoir et à s'imposer aux autres mouvements de guérilleros mozambicains<sup>8</sup>.

Une fois l'indépendance acquise (le 25 juin 1975 pour le Mozambique et le 11 novembre 1975 pour l'Angola) et dans la mesure où ces mouvements de libération étaient au pouvoir, leurs dirigeants n'allaient pas manquer de témoigner leur gratitude au gouvernement et au peuple est-allemands. Berlin-Est sera également sollicité pour maintenir ces pouvoirs en place. C'est ainsi qu'Agostinho Neto, premier responsable du MPLA de l'Angola reconnaissait « la solidarité militante du peuple et du gouvernement de la RDA pendant les années de lutte anti-impérialiste menée par le MPLA »<sup>9</sup> tout en ajoutant qu'il serait toujours aux côtés du pays ami qu'était la RDA<sup>10</sup>.

Le Président mozambicain, Samora Machel, ne disait pas autre chose lorsqu'il affirmait devant des journalistes est-allemands que pour les deux pays (la RDA et le Mozambique), c'était comme deux fronts ou deux zones unis dans un même combat et que pour eux, mozambicains, la RDA était comme la mère patrie à cause de la contribution inestimable de son peuple à leur victoire<sup>11</sup>.

Comme dès 1974 déjà, c'est à dire avant l'indépendance, à la demande de Samora Machel, 110 cadres du FRELIMO avaient été formés par le ministère est-allemand de la Sécurité d'Etat (MFS), 140 guérilleros par le ministère de l'Intérieur et les troupes frontalières est-allemandes, à l'indépendance un an plus tard, 250 éléments des forces de sécurité étaient déjà opérationnels. En 1979, sur la base d'un accord conclu entre les deux Etats, la RDA envoyait au Mozambique des instructeurs ainsi que des conseillers militaires. L'accord prévoyait aussi des mesures pour la protection des membres de la direction du FRELIMO, la sécurisation des manifestations politiques de même que l'équipement d'un régiment de protection<sup>12</sup>.

Sur le plan économique, la RDA avait tiré les leçons du désavantage de ses relations commerciales avec des pays africains dans les années 60, en sorte qu'elle voulait repartir sur de nouvelles bases. Avec son nouvel homme fort, Erich Honecker, partisan du socialisme de consommation, il fallait assurer à la RDA des fournisseurs fiables pour son industrie et des débouchés sûrs pour ses produits manufacturés afin d'améliorer le bien-être de ses concitoyens. L'aide militaire devait donc être couplée aux échanges

commerciaux. C'est ce qui expliquait, sans doute, le premier voyage d'Erich Honecker en Afrique, en 1979, en sa qualité de Président du Conseil d'Etat de la RDA.

En février 1979, en effet, Erich Honecker, à la tête d'une forte délégation est-allemande, s'est rendu en Libye, en Angola, en Zambie et au Mozambique (on remarque que les premiers partenaires noirs africains de la RDA comme la Guinée et la Tanzanie ne faisaient pas partie de ces escales). Cette délégation était composée de hautes personnalités de l'Etat et du SED notamment du chef du Conseil des ministres (Premier ministre), du ministre des Affaires étrangères, du secrétaire aux Relations extérieures du Comité central du SED et du spécialiste du gouvernement est-allemand pour les Affaires économiques. Avec l'Angola et le Mozambique, des traités de coopération et d'amitié exceptionnels d'une durée de 20 ans (les seuls du genre que la RDA signait avec des pays du tiers monde) furent signés<sup>13</sup>.

Ainsi, en 1979, le montant total des échanges commerciaux entre la RDA et l'Angola, qui avaient débutés en 1977 avec 236 millions de VM<sup>14</sup>, s'est élevé à 311,6 Millions de VM, ce qui plaçait l'Angola au deuxième rang des partenaires commerciaux de la RDA en Afrique après l'Egypte (520,7 Millions de VM) et devant l'Algérie (247, 4 Millions), et le Mozambique (227,3 Millions de VM)<sup>15</sup>.

En règle générale, la RDA exportait, par exemple au Mozambique, en plus du matériel militaire, des équipements pour l'extraction minière, des machines agricoles, des machines textiles, des véhicules, du matériel de radio, des produits pharmaceutiques et des films. En retour elle importait des agrumes, des noix de cajou, du citron, du fil de sisal, du thé, de la houille, du coton, du copra, du marbre, des montres, des produits du bois, de la tomate concentrée<sup>16</sup>.

Dans le domaine de la coopération culturelle et technique, la RDA s'était aussi fortement engagée en Angola et au Mozambique avec notamment l'envoi de cinq équipes de brigades de l'amitié (Jeunes Volontaires de la Jeunesse Allemande Libre, comparables aux Peace corps américains) en Angola en 1977-1978. Ces jeunes volontaires est-allemands s'occupaient entre autres de réparation et d'entretien de véhicules, de machines agricoles et de décortiqueuses de café. Cette activité était complétée par la formation de jeunes Angolais non seulement au métier de réparateur, mais aussi à celui de conducteur, d'électricien, de plombier, de serrurier et de soudeur.

Au Mozambique, une équipe de brigade de l'amitié installée en 1978 formait des ouvriers qualifiés dans diverses branches de

l'industrie. A cela s'ajoutait aussi la formation de nombreux étudiants et de travailleurs qualifiés du Mozambique et de l'Angola, formation assurée dans des universités et grandes écoles est-allemandes<sup>17</sup>.

Par ailleurs, un accord de coopération signé en 1980 entre la RDA et chacun de ces deux pays permettait à l'Angola et au Mozambique d'envoyer des travailleurs en Allemagne de l'Est. Le but recherché ici était de permettre à la RDA de combler ses déficits en personnel dans certains secteurs d'activité et aux Angolais et Mozambicains de se perfectionner, de gagner de l'argent pour eux même et pour leurs pays respectifs car une partie de leur salaire était directement versée dans leur pays d'origine<sup>18</sup>.

Ce nouveau champ d'action de la politique africaine menée par la RDA s'est étendu au sud du continent avec notamment le soutien au « *Zimbabwe African People's Union* » (ZAPU), en Rhodésie, au « *South West African People's Organisation* » (SWAPO), en Namibie et à l' « *African National Congress* » (ANC), en Afrique du Sud. Pour ce qui est du ZAPU, au Zimbabwe, il convient de relever que la RDA allait connaître par la suite une désillusion. En effet, Berlin-Est lorgnait l'énorme richesse du sous-sol zimbabwéen (or, argent, tungstène, nickel, cuivre, chrome, vanadium, manganèse, houille etc.). Cette convoitise justifiait entre autre son soutien militaire au ZAPU de Joshua Nkomo qui s'était rendu par trois fois à Berlin-Est entre 1977 et 1979. En dépit de ce soutien, la RDA ne fut même pas invitée à la proclamation de l'indépendance du Zimbabwe. Et pourtant la RDA était le troisième pays européen à avoir reconnu le nouvel Etat du Zimbabwe<sup>19</sup>. Cela était sans doute dû au fait que le nouvel homme fort du pays, Robert Mugabe, n'avait pas apprécié le soutien massif de la RDA à l'autre mouvement, la ZANU. Par ailleurs, Erich Honecker, lors de sa visite au Mozambique, avait refusé de rencontrer Mugabe en exil dans ce pays, arguant du fait que le leader politique de la « *Zimbabwe African National Union* » (ZANU) n'avait pas condamné l'intervention chinoise au Vietnam<sup>20</sup>.

Avec cette concentration des forces en Afrique centrale et du sud, on était en droit de se demander qu'elle serait la part de la Guinée dans cette nouvelle politique africaine de la RDA, et ce d'autant plus que Sékou Touré, tout en continuant de proclamer la position intermédiaire de son pays entre le socialisme et le capitalisme, se rapprochait beaucoup plus du capitalisme. Aussi convient-il maintenant d'analyser de plus près cette voie que, dans le

cadre de son développement, la Guinée avait choisie d'emprunter dans les années 70 et au début des années 80.

## **1.2 Le réchauffement des relations entre la Guinée et le monde capitaliste**

En 1958 lorsque, contre toute attente, la Guinée sous l'impulsion de Sékou Touré, refusa la proposition du Général de Gaulle de rentrer dans la Communauté Française et prenait son indépendance, nombreux étaient ceux qui ne lui prédisaient pas un avenir radieux. En effet, énervé par ce qu'il qualifiait d'affront, le Président de la République Française rappela tous les assistants techniques français de la Guinée et interrompit l'aide au développement au détriment du nouveau pays. Alors que les pays du bloc capitalistes hésitaient encore à reconnaître la Guinée indépendante, ceux du bloc communiste, avec la RDA, s'empressaient de le faire. Il s'en suivit une intense coopération entre le jeune Etat africain et les pays de l'Est.

Toutefois, il convient de souligner que le bloc capitaliste, après les premiers moments d'hésitation par solidarité avec la France, se mit à coopérer avec la Guinée qui, avec ses gisements d'or, de diamant, de fer, d'uranium et surtout de bauxite, appartenait à la catégorie des pays africains considérés comme abondamment favorisés par la nature. La Guinée suscitait par conséquent la convoitise du monde capitaliste<sup>21</sup>.

Par ailleurs, les deux autres puissances du monde occidental, les USA et la RFA, avaient d'autres raisons de s'investir en Guinée. Pour les Américains, il ne fallait pas abandonner l'espace guinéen aux Soviétiques et à leurs alliés, quand pour la RFA, il fallait s'investir en Guinée pour faire ombre à la RDA.

Mais à la suite de la tentative de renversement de Sékou Touré par des exilés guinéens et des mercenaires portugais en novembre 1970, le président guinéen allait accuser Bonn d'être de connivence avec les assaillants. En conséquence, les relations diplomatiques entre les deux pays furent rompues et tous les ressortissants ouest-allemands en Guinée furent expulsés. Les relations diplomatiques ne reprurent que cinq ans plus tard, en 1975, alors que l'aide au développement de la RFA à la Guinée ne reprit véritablement qu'à partir de 1981<sup>22</sup>.

Même avec la France la Guinée eut des périodes de rapprochement dans les années 60, notamment entre 1963 et 1965.



Mais en 1965, suite au complot dit « complot des commerçants », la France fut accusée de complicité avec les présumés putschistes, ce qui gela encore une fois les relations entre la France et la Guinée<sup>23</sup>. Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, pour voir un réel réchauffement des relations entre Paris et Conakry qui rétablirent leurs relations diplomatiques le 3 février 1976.

Tous ces revirements de situation n'étaient pas fortuits. Vers le milieu des années 70, la Guinée n'arrivait toujours pas à amorcer son développement, alors que d'autres pays francophones très liés à la France et au monde capitaliste, comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal par exemple, connaissaient une relative prospérité. Du coup, la position de Sékou Touré devenait délicate au sein même de son parti. L'aide des pays de l'Est, beaucoup plus idéologique qu'économique, s'avérait insuffisante pour satisfaire la population. A cela s'ajoutait la vente illégale des produits dans les pays voisins et la corruption.

Dans un rapport confidentiel du ministère est-allemand des Affaires étrangères de décembre 1977, allusion était faite à cette situation préoccupante en Guinée. Le rapport soulignait notamment le manque de clarté dans la planification du développement de ce pays, le manque de rigueur du parti par rapport à la gestion des affaires publiques, la stagnation voire la récession de l'économie, la création de diverses tendances pour la recherche d'une autre voie de développement. Par ailleurs, le rapport insistait sur la déception exprimée par Sékou Touré à propos des pays de l'Est et sa tendance à se rapprocher encore plus des pays capitalistes<sup>24</sup>.

En novembre 1978, c'est un journaliste de la *Süddeutsche Zeitung* qui allait revenir sur le revirement du Président guinéen et surtout sur les raisons de ce revirement. Dans un article intitulé « *Guinea löst sich aus der Isolation* », Fritz Schatten décrivait l'isolement dans lequel Sékou Touré avait plongé la Guinée depuis son « non » mémorable à de Gaulle et surtout comment, à la fin du dernier Congrès de son parti, le PDG, il déclarait officiellement et publiquement vouloir coopérer plus étroitement avec la France et la RFA. A ce Congrès était présent, pour une fois, l'ambassadeur des USA à l'ONU, Andrew Young, en qualité d'invité d'honneur, place qui, jusque-là était réservée au représentant soviétique<sup>25</sup>.

Un mois plus tard, le même journaliste revenait à la charge, cette fois-ci de manière plus critique et plus sévère. Alors que Conakry faisait sa toilette en vue de recevoir le Président français Valéry Giscard d'Estaing attendu avant la fête de Noël, Fritz

Schatten, après avoir ironisé sur le revirement de Sékou Touré, revenait non seulement sur le rapprochement avec Paris mais aussi sur le rapprochement avec les anciens compagnons du Rassemblement Démocratique Africain (RDA): Félix Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire et Léopold Sédar Senghor du Sénégal. Entre-temps, ces derniers étaient devenus les ennemis de Sékou Touré pour être restés trop proche de la France. Pour le correspondant du journal ouest-allemand à Abidjan, le revirement du Président Touré s'expliquait par la dégradation de l'environnement économique de la Guinée. En 1975 par exemple, on avait dû arrêter l'exploitation et le commerce du diamant quand on s'était rendu compte que le revenu officiel valait à peine la moitié de l'exploitation illégale. Le recul de la production, le manque de liquidité dans les caisses de l'Etat, la chute du revenu par habitant, la corruption à tous les niveaux et la débrouillardise étaient les raisons qui avaient poussé Sékou Touré à libéraliser l'économie<sup>26</sup>.

En résumé, dans les années 70, la Guinée était obligée de se tourner vers le bloc capitaliste, et ce malgré la transformation du nom du pays: la République de Guinée était devenue la République Populaire et Révolutionnaire de Guinée. Quand la RDA, elle, se tournait vers de nouveaux partenaires. Ces nouvelles orientations politiques nous amènent à analyser à présent la qualité des relations diplomatiques entre la RDA et la Guinée de 1970 à 1984.

## **2. Les relations diplomatiques entre la RDA et la Guinée de 1970 à 1984**

Après l'échange d'ambassadeurs entre la RDA et la Guinée, les deux Etats avaient tenté, au début des années 70, de maintenir au même niveau que les années précédentes, la qualité de leurs échanges diplomatiques. Mais après avoir atteint leur plus haut niveau en 1971, ces relations vont rapidement perdre de leur intensité.

### **2.1 De l'agression portugaise à Conakry à l'embellie dans les relations diplomatiques entre la RDA et la Guinée.**

Trois mois à peine après l'instauration des relations diplomatiques entre la RDA et la Guinée, soit exactement dans la nuit du 22 au 23 novembre 1970, la Guinée devait faire face à une tentative de coup d'Etat. Dans les faits, les guérilleros bissau-guinéens dirigés par Amilcar Cabral perpétrèrent des attaques contre

les troupes portugaises en Guinée Portugaise. Il semblerait que, excédé par ces attaques, le général commandant les troupes portugaises aurait décidé d'en finir avec la guérilla bissau-guinéenne. Pour ce faire, un commando composé d'éléments de l'armée portugaise et d'exilés guinéens fut envoyé à Conakry pour détruire le camp d'entraînement des guérilleros et, par la même occasion, renverser le Président Touré dont le régime devait faire place à un régime favorable au Portugal.

Toutefois, mal informé ou mal formé et surtout ayant sous-estimé la force de réactions des guérilleros bissau-guinéens, ledit commando composé d'environ 300 hommes fut mis en déroute<sup>27</sup>. Par la suite, Sékou Touré allait accuser la RFA d'être complice de cette agression, tirant un argument du fait qu'un petit pays comme le Portugal ne pouvait pas organiser seul une opération d'une telle envergure, d'autant plus que la République Fédérale d'Allemagne, selon Sékou Touré, avait toujours soutenu militairement le Portugal.

Certes, Bonn protesta, accusant même la RDA d'avoir montré des documents falsifiés aux dirigeants guinéens pour incriminer la RFA. Mais le fait que Bonn ait tardivement condamné ce complot avait déjà renforcé Sékou Touré dans sa conviction d'incriminer la RFA, en sorte que tous les ressortissants ouest-allemands en Guinée furent expulsés. Les relations diplomatiques entre les deux pays furent rompues<sup>28</sup>.

Au lendemain de cette agression, soit le 23 novembre 1970, le ministre est-allemand des Affaires étrangères publiait une déclaration dans laquelle il condamnait l'attaque des « mercenaires impérialistes contre la Guinée » en même temps qu'il exprimait au régime guinéen, dans ces moments difficiles, le soutien du gouvernement et du peuple de la RDA<sup>29</sup>.

Le jour suivant, c'était le Président du Conseil d'Etat, Walter Ulbricht lui-même, qui montait au créneau avec un télégramme adressé au Président Touré, télégramme dans lequel il revenait sur la condamnation de l'agression et assurait à Sékou Touré et au peuple guinéen luttant pour sa libération sociale et nationale, la solidarité du gouvernement et du peuple est-allemands<sup>30</sup>.

Il faut dire que ces messages de compassion de la RDA n'étaient pas que des actes de politesse. A la Suite de l'attaque du commando, de nombreux blessés guinéens furent évacués vers Berlin-Est pour y être soignés aux frais du gouvernement est-allemand. Des dons dits de solidarité composés de médicaments, de

matériels sanitaires et de vivres en provenance de la RDA furent aussi acheminés vers Conakry.

Par la suite, la RDA allait augmenter considérablement le nombre de ses assistants techniques en Guinée, et ceci pour le remplacement de ceux de la RFA qui avaient été expulsés.

Il faut noter aussi, qu'entre-temps, le gouvernement guinéen, par le biais de son ambassadeur à Berlin-Est, avait voulu profiter de la situation pour faire monter les enchères et obtenir encore plus d'aide de la RDA. En effet, le 27 janvier 1971, après son accréditation auprès du gouvernement est-allemand, le nouvel ambassadeur de Guinée prenant la parole a mis en rapport l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays et l'agression. Pour lui, il n'y avait pas de doute que ces deux événements étaient liés : le 9 septembre 1970, la Guinée reconnaissait donc la RDA, le 22 septembre Bonn déclarait que cela ne resterait pas sans suite et le 22 novembre de la même année les mercenaires portugais attaquaient la Guinée avec la complicité de la RFA. L'ambassadeur guinéen a en outre ajouté que depuis lors, la Guinée était sous la menace permanente d'autres agressions, et que dans cette situation elle voudrait pouvoir compter sur *l'amie* qu'était la RDA<sup>31</sup>.

Les autorités est-allemandes qui avaient vite compris l'intention du diplomate guinéen ont dénoncé les amalgames à l'œuvre dans ses propos et ont démontré que l'agression en question n'avait rien à avoir avec l'instauration de relations diplomatiques entre les deux pays, mais qu'elle était plutôt une attaque des forces impérialistes et néocolonialistes qui voulaient installer leurs marionnettes au pouvoir en Guinée afin d'exploiter les richesses de ce pays<sup>32</sup>.

Cette réaction des autorités de Berlin-Est se justifiait par leur crainte de voir d'autres pays africains hésiter à reconnaître la RDA par peur de représailles de la RFA. Il fallait tenir compte du fait qu'en ce début de l'an 1971, très peu de pays africains avaient reconnu la RDA et soutenir publiquement l'assertion du diplomate guinéen aurait pu laisser croire à la persistance de la doctrine Hallstein et freiner l'ardeur des autres pays africains à procéder à l'échange d'ambassadeurs avec la RDA.

En dehors des événements consécutifs à l'agression du 22 novembre 1970, les relations diplomatiques entre la RDA et la Guinée s'étaient limitées à l'échange de courriers et de délégations, type de relations que nous voudrions analyser de plus près dans les lignes qui suivent.

## 2.2. Echanges de délégations et de courriers entre la RDA et la Guinée

Il faut souligner tout de suite que les échanges de délégations et de courriers avaient constitué, dans les années 60, un élément important dans la lutte de la RDA pour sa reconnaissance en Afrique Noire. Il fallait, pour les autorités est-allemandes, prouver leur disponibilité, leur solidarité et leur volonté d'assister les peuples amis. Par ailleurs, la réception de hautes personnalités africaines à Berlin- Est rehaussait non seulement l'image de la RDA au plan international, mais aussi consolidait le choix idéologique du régime est-allemand auprès des populations est-allemandes elles-mêmes. Ainsi se battait-on avec tous les moyens pour la visite d'un chef d'Etat africain. Ce fut le cas notamment avec Sékou Touré, en 1960. Après avoir en effet tout tenté pour obtenir une escale dans le programme du premier voyage officiel du Président guinéen à l'étranger, le gouvernement est- allemand n'avait pu avoir gain de cause du fait de la pression exercée sur Sékou Touré par Bonn<sup>33</sup>.

Dans les années 70 cependant, force est de reconnaître que ce genre d'échanges entre la RDA et la Guinée avait perdu d'intensité. Alors que dans les années 60 il y avait, mensuellement, au moins la visite d'un officiel est-allemand en Guinée et inversement, de 1971 à 1981 par exemple, on n'a noté au total que sept délégations officielles guinéennes en RDA et en retour huit délégations officielles est-allemandes en Guinée. A ce propos, l'on peut également remarquer que ces délégations émanaient exclusivement des gouvernements des deux pays ou des partis politiques au pouvoir, à savoir du SED en RDA et du PDG en Guinée. Les responsables des organisations de masse des deux pays, par exemple, n'avaient plus effectué de déplacement comme par le passé.

Sur les sept délégations guinéennes qui ont visité la RDA entre 1971 et 1981, une était dirigée par le chef de l'Etat lui-même, une par le Président de l'Assemblée Nationale, quatre par des ministres et une par un membre du bureau politique du PDG.

Du 6 au 8 octobre 1979, le Président Sékou Touré s'était rendu à Berlin-Est sur invitation de son homologue est-allemand, Erich Honecker, et ce pour prendre part aux festivités marquant le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la création de la RDA<sup>34</sup>. Ce voyage qui en d'autres circonstances et en d'autres temps aurait constitué un événement, passa presque inaperçu, le Président Touré n'étant qu'un des

nombreux chefs d'Etat présents à cette cérémonie où des chefs de gouvernement étaient également présents. La presse est-allemande ne fit pratiquement aucun écho du voyage effectué par le Président guinéen, quand bien- même les échanges que ce dernier a eu avec Erich Honecker devaient permettre de réchauffer quelque peu les relations entre les deux pays après le rapprochement entre la Guinée et le monde capitaliste et singulièrement la RFA<sup>35</sup>.

Mais avant le Président Touré, le président de l'Assemblée Nationale guinéenne, Léon Maka, s'est rendu du 9 au 23 mars 1971 à Berlin- Est pour remercier les autorités est- allemandes de leur aide après les événements de novembre 1970. Il s'agissait également, au cours de ce voyage, de s'enquérir de l'état de santé des blessés guinéens toujours hospitalisés dans des hôpitaux de la RDA<sup>36</sup>.

Outre ces deux premières personnalités guinéennes, le premier ministre et trois autres ministres techniques avaient effectué des visites de travail et d'amitié en RDA. Au nombre de ces visites, il convient d'évoquer deux pour lesquelles nous voudrions mener une analyse approfondie du fait que ces délégations avaient été notoirement reçues par Erich Honecker.

Du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1972 en effet, le ministre guinéen de l'Economie et des Finances s'était rendu à Berlin- Est sur invitation du Comité Central du SED et du gouvernement est- allemand. A la suite des entretiens avec Erich Honecker, alors 1<sup>er</sup> Secrétaire du SED et le vice premier ministre de RDA, il avait été convenu de renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays. Le communiqué final faisait état de la volonté est- allemande de participer plus activement au développement industriel de la République de Guinée, de créer les conditions pour une croissance des échanges commerciaux et d'intensifier la coopération culturelle, scientifique et technique entre les deux Etats<sup>37</sup>.

Une autre délégation guinéenne conduite par le général d'armée et ministre de la Défense, Lansana Diane, du 6 au 13 mars 1980, avait été reçue par Erich Honecker en sa qualité de Chef de l'Etat. Cependant, force est de constater que cette visite, quoique fortement médiatisée, n'avait été qu'une simple visite d'amitié: les deux parties s'étaient contentées de condamner l'impérialisme du bloc occidental et de souligner le soutien de la RDA et des pays socialistes à la lutte des peuples africains pour se libérer socialement et au plan national des chaînes de l'impérialisme, du colonialisme et du néocolonialisme<sup>38</sup>.

De ce qui précède, l'on peut aisément conclure qu'on ne pouvait parler d'intensité dans les échanges de délégations entre la RDA et la Guinée. Même au niveau des partis politiques (SED et PDG) où il existait des accords de coopération renouvelés tous les deux ans, les visites étaient devenues quasi inexistantes à partir de 1980.

Les visites officielles est-allemandes en Guinée ont connu la même courbe descendante. Mais à l'inverse des délégations guinéennes en RDA, toutes les visites de la RDA effectuées en Guinée avaient été reçues par le Président Touré, quand bien même certaines n'étaient dirigées que par des personnalités de second plan.

Comme haute personnalité est-allemande à avoir visité la Guinée en cette période, on pourrait citer le ministre de la Défense Heinz Hoffmann qui, à la tête d'une forte délégation, avait séjourné à Conakry du 2 au 6 mai 1978. Il fut reçu par Sékou Touré<sup>39</sup>.

En dehors de la délégation de Hoffmann, une seule délégation de la RDA conduite par un ministre avait effectué un voyage à Conakry: il s'agit de la délégation du ministre de la Culture, en novembre 1975<sup>40</sup>. Les autres délégations étaient conduites par des membres plus ou moins influents du SED.

En somme, si Sékou Touré mettait un point d'honneur à recevoir personnellement toutes les délégations est-allemandes afin d'essayer de maintenir les relations entre les deux pays à un niveau acceptable, il n'en était pas de même du côté est-allemand. A la lecture de la liste de ses chefs de délégation, il apparaissait clairement que Berlin-Est ne faisait plus de Conakry une destination prioritaire. Par exemple, on se rend compte que les trois hautes personnalités est-allemandes dont le voyage en Guinée aurait conféré aux relations bilatérales un caractère hautement significatif, n'ont pas visité la Guinée entre 1970 et 1984 : il s'agit du Chef de l'Etat, de son ministre des Affaires étrangères et de Werner Lamberz, le Monsieur Afrique de Honecker<sup>41</sup>.

Or Honecker, par deux fois (en février et novembre 1979), Oskar Fischer, le ministre des Affaires étrangères (en décembre 1976, en février 1979 et en décembre 1980), Werner Lamberz (en février, juin et décembre 1977 et en mars 1978) s'étaient rendus en Afrique sans pour autant arriver en Guinée<sup>42</sup>.

Cette situation n'a donc pas pu permettre à la RDA et à la Guinée d'intensifier ou tout au moins de maintenir le niveau de leurs relations. Comme écrit plus haut, le voyage effectué par Honecker en Angola et au Mozambique en 1979 avait permis de revigorer les

relations entre la RDA et ses deux partenaires africains sur la base de traités d'amitié et de coopération exceptionnels.

En ce qui concerne l'échange de courriers, la situation était tout aussi différente de celle du passé où tout événement, même mineur, donnait l'occasion d'envoyer une lettre ou un télégramme de soutien, de compassion ou de félicitation. Les messages entre Honecker et Sékou Touré étaient devenus de simples actes de politesse comme, par exemple, à l'occasion de la fête nationale de chaque pays. Même les fins d'année ne donnaient plus lieu à des vœux de bonne et heureuse année. Dans ces relations épistolaires réduites à leur plus simple expression, il convient tout de même de noter une exception manifestée à l'organisation du XII<sup>ème</sup> congrès du PDG à Conakry, en 1983. A cette occasion, en effet, le SED (qui d'ailleurs en d'autres temps aurait envoyé une délégation), avait envoyé au Président Touré, Secrétaire Général du PDG, un message d'encouragement<sup>43</sup>.

Si les relations politiques et diplomatiques qui représentaient le point fort des échanges entre la RDA et la Guinée par le passé ont subi une telle baisse, il serait surprenant que le volet économique et technique ait connu un meilleur sort.

### **3. A propos de la faiblesse de la coopération économique, culturelle et technique à l'oeuvre dans les relations entre la RDA et la Guinée**

Même si les relations économiques et commerciales entre la RDA et la Guinée avaient été le maillon faible de la coopération entre les deux pays dans les années 60, leur coopération culturelle et technique avait été toutefois particulièrement intense. Qu'en fut-il les années suivantes? De ce point de vue, nous voudrions d'abord évoquer les relations économiques et commerciales entre la RDA et la Guinée. Ensuite, l'assistance culturelle et technique de l'Allemagne de l'Est à la Guinée retiendra notre attention.

#### **3.1. Les relations économiques et commerciales entre la RDA et la Guinée**

Les relations économiques et commerciales entre la RDA et la Guinée se subdivisent en deux parties : l'aide financière est-allemande à la guinée et les échanges commerciaux entre les deux pays.



### 3.1.1. Aide financière de la RDA à la Guinée

La RDA ne privilégiait pas l'aide financière dans le cadre de sa politique d'aide au développement, et cela était même vérifiable déjà au cours des années 60 où elle mettait tout en oeuvre pour sa reconnaissance internationale. Il n'est donc pas étonnant qu'entre 1970 et 1984, elle n'ait financé que trois projets en Guinée.

Tout avait commencé en 1973, lors de la signature d'un plan de travail dans le secteur de la santé, plan élaboré pour la période 1973/1974. A cette occasion, les deux parties avaient convenu d'une aide de la RDA à la construction et à l'équipement d'un centre d'orthopédie à Conakry. Une équipe de spécialistes est-allemands détachés rapidement se mit au travail et quelques mois plus tard, soit le 28 mars 1974, le centre en question était inauguré en présence d'une délégation du ministère est-allemand de la Santé<sup>44</sup>.

Quand bien même les deux parties n'avaient pas publié le montant du financement, la RDA s'était montrée très fière de cette réalisation, qualifiant cette dernière de la première du genre en Afrique. Jusqu'en 1984, il y avait toujours au moins deux experts est-allemands dans ce centre pour donner des cours pratiques aux jeunes guinéens désireux d'apprendre le métier d'orthopédiste<sup>45</sup>.

Le deuxième projet guinéen ayant bénéficié d'un financement est-allemand fut le Palais du Peuple à Conakry. Au début de l'année 1982, la RDA, parmi de nombreux concurrents étrangers avait obtenu le marché de la reconstruction et de l'équipement du Palais du Peuple amplement dégradé. Pour ce chantier de grande envergure, plusieurs entreprises est-allemandes furent mobilisées. Il s'agissait en effet, en plus des murs du bâtiment de quatre étages, de rénover les 150 pièces (bureaux, bibliothèques, salles de conférence, cabines de presse, etc.), de les équiper et de refaire tout le système d'éclairage<sup>46</sup>.

Ces travaux, d'un montant d'environ 51,45 millions de VM, avaient duré huit mois. A la fin de l'année 1983, la RDA pouvait livrer un bâtiment neuf, doté d'un équipement moderne et d'une grande salle des congrès de 200 places pouvant même servir à l'organisation de congrès internationaux<sup>47</sup>.

Enfin, le dernier projet guinéen financé entièrement par la RDA fut la rénovation de l'hôtel Gbessia, à Conakry.

A la fin de l'année 1983 et à la suite de la reconstruction et l'équipement effectifs du Palais du Peuple, les gouvernements de la RDA et de la Guinée concluaient un accord sur la reconstruction du

grand complexe hôtelier du quartier Gbessia à Conakry III. Les travaux étaient estimés à 7,8 millions de dollars US. En quelques mois, les spécialistes est-allemands réussissaient à transformer les bâtiments coloniaux en un superbe complexe hôtelier de quatre étoiles avec 360 lits, des courts de tennis, une piscine, des restaurants, etc. Le complexe a été livré à la fin du mois d'avril 1984<sup>48</sup>.

Eu égard à l'impact des deux dernières réalisations sur les relations entre la RDA et la Guinée, la RDA s'était dite favorable à s'engager dans le même type de projet, à savoir la rénovation et l'équipement de vieux bâtiments en Guinée. En dépit de cet engagement est-allemand, le gouvernement guinéen souhaitait obtenir des conditions de prêts plus avantageux avec notamment un échelonnement plus long des remboursements, une réduction des taux de prêt et un délai de carence des remboursements sur plusieurs années<sup>49</sup>. On en était aux discussions, lorsque le Président Touré mourrait. Les relations commerciales, quant à elles, furent encore plus insignifiantes.

### **3.1.2. Les relations commerciales entre la RDA et la Guinée**

La faiblesse des échanges commerciaux entre la RDA et la Guinée n'était pas une exception dans les relations commerciales entre la RDA et le Tiers Monde en général. De 1975 à 1984 par exemple, la RDA était classée dernier pays du bloc de l'Est dans les échanges avec les pays sous-développés. En 1975, la part des pays sous-développés dans le commerce extérieur de la RDA était de 8,3%, en 1980 de 10,3%. A titre d'exemple, la Roumanie réalisait aux mêmes dates, respectivement, 16,2% et 34,9% de son commerce extérieur avec les pays en voie de développement<sup>50</sup>.

Avec la Guinée, les échanges commerciaux de la RDA ont été véritablement insignifiants. Si, en 1971, le volume total des échanges était de 38,6 millions de VM, en 1973 ce volume n'était plus que de 9,7 millions de VM<sup>51</sup>. Après la signature de l'accord économique de 1975, alors qu'une ascension de la courbe était attendue, un fléchissement de courbe fut plutôt observé, qui allait se poursuivre puisqu'en 1976 la RDA n'avait exporté vers la Guinée que pour 2,7 millions de VM de marchandises alors qu'elle n'importait que pour 0,8 millions de VM, soit un volume global d'échanges de 3,5 millions de VM. En 1977, ce volume global était de 1,83 millions de \$ US. En 1976 et 1977, la Guinée réalisait respectivement 0,2 % et 0,1 % de son commerce extérieur avec la RDA. De 1981 à 1982, la RDA n'avait

absolument rien importé de la Guinée. En revanche, ses exportations étaient de 4,6 millions de VM en 1981, 25,2 millions de VM en 1982, 18,0 millions de VM en 1983, 12 millions de VM en 1984<sup>52</sup>.

Pour ce qui était du contenu des échanges, il faut noter que les importations de la RDA concernaient le café, la banane et l'ananas. En retour, elle exportait vers la Guinée des machines polygraphiques, des machines de bureau, des engins à deux roues, des produits pharmaceutiques, etc. Le volume relativement important des exportations est-allemandes de 1982 (25,2 millions de VM) et 1983 (18,0 millions de VM) correspondait à la livraison de matériels destinés à l'équipement du Palais du Peuple de Conakry.

Pour la RDA, la faiblesse du volume des échanges commerciaux avec la Guinée était du fait du gouvernement guinéen qui voulait vendre les produits agricoles de la Guinée plus cher que sur le marché international. Mais la vraie raison de la grogne de la RDA pourrait avoir une autre explication. En effet, ce pays souhaitait obtenir les mêmes avantages que les Soviétiques qui, grâce à des accords préférentiels avec la Guinée, achetaient la banane guinéenne à bon prix, ce qui leur permettait de la revendre plus cher à d'autres pays, notamment à des pays occidentaux à forte devise<sup>53</sup>.

Pour relever le niveau du commerce entre les deux pays, la RDA avait, depuis 1977, émis les vœux que la Guinée solde, moyennant des livraisons de bauxite, ses dettes contractées lors des échanges antérieurs et des prêts financiers qui s'élevaient alors à 26 millions de VM. Mais il a fallu attendre jusqu'en 1983 pour que le gouvernement guinéen accepte de signer un accord dans ce sens, alors que ces dettes s'étaient montées à 27 millions de VM. Selon les termes de cet accord, la Guinée s'engageait à éponger toutes ses dettes auprès de la RDA par la livraison de bauxite et autres produits agricoles à partir de 1984. Mais après la disparition du Président Touré en 1984, le nouveau régime guinéen allait remettre cet accord en cause<sup>54</sup>.

Enfin, le dernier volet sur lequel la RDA était attendue pour bien évaluer la teneur de ses nouvelles relations avec la Guinée était l'assistance culturelle et technique.

### **3.2. Assistance culturelle et technique de la RDA en Guinée**

L'assistance technique de la RDA en Guinée, entre 1970 et 1984, concernait essentiellement la formation, car à chaque intervention est-allemande, le volet formation-éducation figurait en

bonne place. L'aide à la formation consentie par la RDA en faveur de la Guinée était de deux ordres: la formation en Allemagne de l'Est et la formation en Guinée.

Dans les années 70, le nombre d'étudiants guinéens sur le sol est-allemand était de cinquante environ par année. En 1977, par exemple, la RDA avait octroyé à des citoyens guinéens 25 bourses d'études pour une formation technique ou un perfectionnement dans diverses branches en RDA et 15 bourses pour des études à effectuer dans des universités ou grandes écoles est-allemandes. A ces 40 bourses il fallait ajouter aussi quelques formations de courte durée<sup>55</sup>.

Au nombre des jeunes guinéens formés en Allemagne de l'Est figuraient également des infirmières et sages-femmes en 1974, des entraîneurs dans divers sports en 1980, etc. Mais, dans l'ensemble, le nombre de jeunes Guinéens formés baissait chaque année, ce qui, en soit, était compréhensible, puisqu'il fallait former des jeunes pour, entre autres, remplacer les expatriés comme c'était le cas avec les spécialistes est-allemands qui travaillaient dans l'imprimerie nationale de Conakry, imprimerie qui avait été construite par la RDA. En tout état de cause, la RDA estimait à environ 1000 le nombre de Guinéens formés sur son territoire de 1958 à 1984<sup>56</sup>.

Sur le sol guinéen, l'aide à la formation octroyée par la RDA a été marquée par le travail de deux brigades de l'amitié.

A ce sujet, c'est en 1967 que, à la suite d'un accord entre le gouvernement guinéen et la Jeunesse Allemande Libre (FDJ), une équipe de sept personnes est arrivée à Conakry, d'abord pour rénover les bâtiments d'un centre technique agricole à Ratona (à 15 Km de Conakry), puis y équiper un centre de formation professionnelle. Chaque année - et ce jusqu'en 1983 - trois jeunes de la FDJ étaient présents dans ce centre pour contribuer à la formation de serruriers, plombiers, électriciens et maçons, formation qui durait six ans. En plus des cours pratiques dispensés aux jeunes guinéens, les expatriés est-allemands organisaient aussi des séminaires de perfectionnement pour les enseignants locaux<sup>57</sup>.

Après Ratona, c'est la ville de Kankan qui allait accueillir la seconde équipe de brigade de l'amitié de la FDJ. C'est dans le centre de formation professionnelle au sein de l'Institut Polytechnique de Kankan que les cinq jeunes de la brigade entamèrent leur enseignement en 1971, et ce après l'expulsion des Allemands de l'Ouest qui avaient construit le centre. L'école recevait des jeunes de 16 à 19 ans pour une formation aux métiers d'aide ingénieur en mécanique générale, mécanique auto, électromécanique et aux

métiers d'industrie du bois. La formation durait deux à trois ans. L'Allemagne de l'Est, grâce à cette aide à la formation, a permis à la Guinée de former annuellement environ 60 aide-ingénieurs<sup>58</sup>.

En dehors des formateurs de la FDJ, d'autres experts est-allemands ont été envoyés en Guinée pour intervenir dans divers secteurs de la formation. On pouvait citer, entre autres, le secteur des postes et télécommunication, celui de l'enseignement primaire avec la présence, chaque année, d'environ quinze conseillers pédagogiques est-allemands, celui de l'orthopédie. Mais ici également, le nombre d'assistants techniques a décliné et de 1980 à 1983 ce nombre n'était que de vingt environ<sup>59</sup>.

Enfin, en plus de la formation, la RDA était intervenue également en Guinée lors des grandes sécheresses: dons de vivres, de médicaments, de vêtements etc. De même les soins médicaux administrés aux dignitaires du régime de Sékou Touré dans les installations sanitaires est-allemandes faisaient partie de l'assistance technique est-allemande. Mais, dans l'ensemble, l'assistance technique est-allemande s'était considérablement amoindrie, surtout après le retrait d'une des deux brigades de l'amitié. Même si cela relève du bon sens que la Guinée se prenne en charge à un moment donné de son histoire, force est de constater que la politique africaine de la RDA avait réellement changé.

## Conclusion

Après l'établissement de relations diplomatiques entre la RDA et la Guinée et avec la fin de facto de la « *Anerkennungspolitik* » (politique de reconnaissance) de la RDA en Guinée, de nombreux observateurs de la scène politique internationale prévoyaient la fin de l'idylle entre ces deux Etats. La suite des événements allait d'ailleurs donner raison à ces pessimistes. En effet, pendant que Conakry se tournait beaucoup plus vers le monde capitaliste afin d'obtenir plus d'aides au développement, Berlin-Est levait le pied en Guinée pour s'investir davantage chez ses nouveaux amis d'Afrique centrale et australe. Toutefois, pour marquer leur convergence de vue sur le plan idéologique, la RDA et la Guinée allaient maintenir des liens d'amitié avec un minimum d'assistance technique est-allemande en Guinée. Même après la mort de Sékou Touré et l'interdiction de son parti (PDG) par le régime militaire qui lui succéda, Berlin-Est était toujours d'avis qu'il fallait collaborer avec le nouveau régime à cause du poids de la Guinée dans les organisations

multilatérales africaines telle l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Ainsi, jusqu'à la réunification des deux Allemagnes en 1989, quelques bourses d'études pour doctorants et des bourses pour des études postuniversitaires étaient accordées aux ressortissants guinéens, de même que des patients guinéens continuaient de bénéficier de soins gratuits dans des structures hospitalières est-allemandes<sup>60</sup>.

C'est le lieu d'attirer l'attention des gouvernants africains sur la gestion des relations internationales surtout bilatérales entre le Nord et le Sud. Il leur appartient de bien mesurer le poids réel de leurs atouts économiques et politiques afin de mieux négocier leurs relations internationales pour le développement de leur pays. Il est évident que, une fois ces atouts perdus, il serait illusoire de vouloir maintenir ces relations à un haut niveau.

### **Bibliographie**

- BUNDESMINISTERIUM FÜR AUSSENHANDEL UND INNERDEUTSCHEN HANDEL, „Lähmende Oststaaten-Verschuldung Guineas. Unterbewertete Bauxitexporte müssen UdSSR-Kredite tilgen“, in: *Nachrichten für Außenhandel* du 18 Novembre 1980.
- Burghard Cl. & Taake H.-H., „Die Entwicklungspolitik der DDR. Ein Rückblick“, in: *Die DDR und Afrika: zwischen Klassenkampf und neuem Denken*, Hamburg/Münster, Lit, 1993, pp. 245-258.
- Butters H., „Zur wirtschaftlichen Zusammenarbeit der DDR mit Mosambik“, in: *Wir haben Spuren hinterlassen!: Die DDR in Mosambik: Erlebnisse...*, 2005, pp. 165-173.
- Croan M., *DDR-Neokolonialismus in Afrika*, Bonn, Deutsche Afrika-Stiftung, 1981.
- Hillebrand E., *Das Afrika-Engagement der DDR*, Frankfurt/Main (e.a.), Peter Lang, 1987.
- Jacobsen H.-A. (e.a.), *Drei Jahrzehnte Außenpolitik der DDR. Bestimmungsfaktoren, Instrumente, Aktionsfelder*, München/Wien, Oldenbourg, 1979.
- Kilian W., *Die Hallstein-Doktrin: der diplomatische Krieg zwischen der BRD und der DDR 1955-1973*, Berlin, Duncker und Humblot Verlag, 2001.
- Kouassi K. A., « La place de l'idéologie communiste dans la politique africaine de la RDA des années 1960 » in : *Allemagne d'Aujourd'hui* N°188 avril-juin 2009, pp. 30-41.
- Kouassi Y. Cl., « Regard sur la Guinée. Un héritage lourd à gérer », in : *Fraternité Matin*, journal du 8 juillet 1998.
- Kum'a NDumbe III, *Was will Bonn in Afrika? Zur Afrikapolitik der Bundesrepublik Deutschland*, Pfaffenweiler, Centaurus Verlag, 1992.
- Lamm H. S., *DDR und Dritte Welt*, München/Wien, Oldenbourg, 1976.
- Lida K. M., *La rivalité des Allemagnes contemporaines en Afrique. Conflit diplomatique ou compétition stratégique? Problématique de la politique africaine des Etats allemands 1955-1980*, Thèse de 3<sup>e</sup> Cycle, Université de Strasbourg, 1984.
- NEUES DEUTSCHLAND du 11 mars 1980.
- NEUES DEUTSCHLAND du 29 juillet 1984.

- NEUES DEUTSCHLAND du 9 décembre 1987.  
 POLITISCHES ARCHIV DES MINISTERIUMS FÜR AUSWÄRTIGES AMT,  
 Bestand MfAA, Akte C7207.  
 Post U. & Sandvoss F., *Die Afrikapolitik der DDR*, Hamburg, Institut für Afrika-  
 Kunde, 1982  
 SAPMO-BARCH, Bestand SED, DY30/IVA2/20, Blatt 917.  
 Bestand Staatsrat, DA-5, Blatt 12552 / 12553.  
 Bestand Volkskammer, DA-1, Blatt 15648 / 15808.  
 Bestand MAI, DL-2, Blatt 6996.  
 Bestand Ministerium für Hoch- und Fachschulwesen, DR-3, Blatt 1383/b.  
 Schatten F., „Ein Elefant bäumt sich auf. Schwankend zwischen Bescheidenheit  
 und Größenwahn sucht Sékou Touré die Wende“, in: *Süddeutsche Zeitung*, du 22  
 décembre 1978.  
 „Guinea löst sich aus der Isolation“, in: *Süddeutsche Zeitung* du 24 novembre  
 1978  
 Schleicher H.-G., „Zwischen Propaganda, Bescheidenheit und Geheimhaltung. Die  
 Afrikapolitik der DDR. Versuch einer Nachbetrachtung“, in: *Frankfurter  
 Rundschau* du 21 Octobre 1991, pp.10-11.  
 „Geheimdienst und Afrikapolitik“ in: *Außenpolitik IV*, Hamburg, 1999, pp.399-  
 409.  
 Staatsverlag der DDR, *Dokumente zur Aussenpolitik der Deutschen Demokratischen  
 Republik 1970*, Bd. XVIII 1970, Berlin, 1972.  
 Voss J., *Der progressistische Entwicklungsstaat. Seine rechts- und verwaltungstechnische  
 Problematik. Das Beispiel der Republik Guinea*, Hannover, Verlag für Literatur und  
 Zeitgeschichte, 1971.

### Notes

- 1-Hans-Adolf Jacobsen (e.a.), *Drei Jahrzehnte Außenpolitik der DDR.  
 Bestimmungsfaktoren, Instrumente, Aktionsfelder*, München/Wien, Oldenbourg,  
 1979, p. 857.
- 2- Kum'a NDumbe III, *Was will Bonn in Afrika? Zur Afrikapolitik der Bundesrepublik  
 Deutschland*, Pfaffenweiler, Centaurus Verlag, 1992, pp. 112-115.
- 3- Hans-Adolf Jacobsen (e.a.), *op. cit.* P. 857.
- 4- Aimé Kouassi Kouakou, « La place de l'idéologie communiste dans la politique  
 africaine de la RDA des années 1960 » in : *Allemagne d'Aujourd'hui* N°188 avril-  
 juin 2009 (30-41), pp. 35-40.
- 5- Hans-Georg Schleicher, „Zwischen Propaganda, Bescheidenheit und  
 Geheimhaltung. Die Afrikapolitik der DDR. Versuch einer Nachbetrachtung“,  
 in: *Frankfurter Rundschau* du 21 octobre 1991, pp. 10-11.
- 6- Ernst Hillebrand, *Das Afrika-Engagement der DDR*, Frankfurt/Main (e.a.), Peter  
 Lang, 1987, p. 187.
- 7- Hans-Georg Schleicher, „Geheimdienst und Afrikapolitik“ in: *Außenpolitik IV*,  
 Hamburg 1999 (399-409), p. 403.
- 8- Melvin Croan, *DDR-Neokolonialismus in Afrika*, Bonn, Deutsche Afrika-Stiftung,  
 1981, pp. 12-16.
- 9- Ibid. p. 29 (traduit par nous).
- 10- Ibid.
- 11- Ibid.
- 12- Ibid.

- 13- Ibid. p. 5.
- 14- VM: Valuta Mark: unité monétaire artificielle utilisée par la RDA pour évaluer ses échanges avec l'étranger. En 1970 1 VM équivalait à 0,278 \$ US, 1975 0,298 et 1980 0,529 (Source: Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, „Wirtschaftsbeziehungen der DDR zu Entwicklungsländern. Keine neuen Trends“, in: *Wochenbericht* 51-52/85 du 20 décembre 1985.
- 15- Ulrich Post / Frank Sandvoss, *Die Afrikapolitik der DDR*, Hamburg, Institut für Afrika-Kunde, 1982, p. 61.
- 16- Hannelore Butters, „Zur wirtschaftlichen Zusammenarbeit der DDR mit Mosambik“, in: *Wir haben Spuren hinterlassen!: Die DDR in Mosambik: Erlebnisse...*, 2005 (165-173), pp. 169-170.
- 17- Ulrich Post / Frank Sandvoss, *op.cit.* p. 40.
- 18- Claus Burghard / Hans-Helmut Taake, „Die Entwicklungspolitik der DDR. Ein Rückblick“, in: *Die DDR und Afrika: zwischen Klassenkampf und neuem Denken*, Hamburg/Münster, Lit, 1993 (245-258), p. 250.
- 19- Ulrich Post / Frank Sandvoss, *op.cit.* pp. 25-26.
- 20- Ernst Hillebrand, *op.cit.*, p. 187.
- 21- Claude Kouassi Yao, « Regard sur la Guinée. Un héritage lourd à gérer », in : *Fraternité Matin*, journal du 8 juillet 1998, p.17.
- 22- „ Bundesrepublik mit Guinea ausgesöhnt. Beide Länder haben neues Vertrauen zueinander gefasst, sagt der Bundeskanzler“, in: *Süddeutsche Zeitung* du 2 décembre 1981.
- 23- Joachim Voss, *Der progressistische Entwicklungsstaat. Seine rechts- und verwaltungstechnische Problematik. Das Beispiel der Republik Guinea*, Hannover, Verlag für Literatur und Zeitgeschichte, 1971, pp. 386-390.
- 24- Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Bestand MfAA, Akte C7207.
- 25- Fritz Schatten, „Guinea löst sich aus der Isolation“, in: *Süddeutsche Zeitung* du 24 novembre 1978.
- 26- Fritz Schatten, „Ein Elefant bäumt sich auf. Schwankend zwischen Bescheidenheit und Größenwahn sucht Sékou Touré die Wende“, in: *Süddeutsche Zeitung* du 22 décembre 1978.
- 27- Moïse Lida Kouassi, *La rivalité des Allemagnes contemporaines en Afrique. Conflit diplomatique ou compétition stratégique? Problématique de la politique africaine des Etats allemands 1955-1980*. Thèse de 3<sup>e</sup> Cycle, Université de Strasbourg, 1984, pp. 164-169.
- 28- Werner Kilian, *Die Hallstein-Doktrin: der diplomatische Krieg zwischen der BRD und der DDR 1955-1973*, Berlin, Duncker und Humblot Verlag, 2001, pp. 102-103.
- 29- Staatsverlag der DDR, *Dokumente zur Aussenpolitik der Deutschen Demokratischen Republik 1970*, Bd. XVIII 1970, Berlin, 1972, p. 399.
- 30- Ibid.
- 31- Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Bestand MfAA, Akte C7207.
- 32- Ibid.
- 33- Werner Kilian, *op.cit.* pp. 89-90.
- 34- SAPMO- Barch, Bestand Vokskammer, DA-1, Blatt 15648.
- 35- Ibid.
- 36- Hans-Adolf Jacobsen (e.a.), *op.cit.*, p. 793.



- 37- „DDR und Guinea sind eng verbunden. Gemeinsames Kommuniqué über den Besuch der guineischen Partei- und Regierungsdelegation in unserer Republik“, in: *Neues Deutschland* du 3 décembre 1972
- 38- „DDR solidarisch verbunden mit Kampf der RVR Guinea. Treffen mit Militärdelegation“, in: *Neues Deutschland* du 11 mars 1980
- 39- SAPMO-Barch, Bestand Volkskammer, DA-1, Blatt 15648
- 40- Hans-Adolf Jacobsen (e.a.), *op.cit.* P. 793
- 41- Werner Lamberg, ambassadeur extraordinaire itinérant de Erich Honecker est mort dans un accident d'hélicoptère en Libye en mars 1978 (Cf. Ulrich Post/Frank Sandvoss, *op.cit.*, p. 28).
- 42- Ulrich Post/Frank Sandvoss, *op.cit.*, p. 28.
- 43- *Neues Deutschland* du 16 novembre 1983.
- 44- Ulrich Post/Frank Sandvoss, *op.cit.* p. 96.
- 45- SAPMO-Barch, Bestand Volkskammer, DA-1, Blatt 15648.
- 46- *Neues Deutschland* du 29 juillet 1984.
- 47- SAPMO-Barch, Bestand Volkskammer, DA-1, Blatt 15648.
- 48- *Neues Deutschland* du 27 juillet 1984.
- 49- SAPMO-Barch, Bestand Volkskammer DA-1, Blatt 15648.
- 50- Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, „Die Wirtschaftsbeziehungen der DDR zu den Entwicklungsländern. Keine Trends in Hilfe und Handel“, in: *Wochenbericht* 51-52/85 du 20 décembre 1985, p. 585.
- 51- SAPMO-Barch, Bestand Staatsrat, DA-5, Blatt 12552.
- 52- SAPMO-Barch, Bestand Volkskammer, DA-1, Blatt 15648.
- 53- Bundesministerium für Außenhandel und Innerdeutschen Handel, „Lähmende Oststaaten-Verschuldung Guineas. Unterbewertete Bauxitexporte müssen UdSSR-Kredite tilgen“, in: *Nachrichten für Außenhandel* du 18 novembre 1980.
- 54- SAPMO-Barch, Bestand Volkskammer, DA-1, Blatt 15648.
- 55- Ibid.
- 56- SAPMO-Barch, Bestand Volkskammer, DA-1, Blatt 15808.
- 57- Ibid.
- 58- Hans Siegfried Lamm, *DDR und Dritte Welt*, München/Wien, Oldenbourg, 1976, p. 257.
- 59- SAPMO-Barch, Bestand Volkskammer, DA-1, Blatt 15648.
- 60- Ibid.

**Abstract:** From 1958 till 1970 the German Democratic Republic, seeking international recognition has got special relationship with the Republic of Guinea. After appointment of Ambassadors between both countries in 1970, the GDR was turning to new African partners such as Angola and Mozambique where it would focus on its commitment. Guinea on its side got closer to the capitalist bloc with the purpose of ensuring its social and economic development. In those conditions, the relations between the GDR and Guinea were dwindling in intensity till the death of President Sékou Touré in 1984.

**Keywords:** German Democratic Republic (GDR) – Republic of Guinea – Diplomatic Relationship – Assistance to Development – Technical Assistance -Trade Relation.